

*Questions orales*

[Traduction]

**M. Stevens:** Madame le Président, ce sont de pures balivernes.

**Des voix:** Bravo!

## L'ÉTUDE SUR LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Le premier ministre aura peut-être l'obligeance de bien vouloir répondre à ma question complémentaire. Malgré les taux d'intérêts élevés que nous connaissons depuis 1975, le taux d'inflation est à l'heure actuelle supérieur à ce qu'il était cette année-là.

**Des voix:** Posez votre question!

**M. Stevens:** Si le premier ministre impute notre piètre conjoncture à la situation internationale, comment explique-t-il les résultats de l'étude rendue publique hier à l'Université Rutgers au New Jersey, résultats qui montrent que des sept pays étudiés, le Canada est celui qui a de loin la plus mauvaise performance économique?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je n'ai malheureusement pas pris connaissance de cette étude effectuée aux États-Unis, mais pour ce qui est de l'étude précédente dont a fait mention le député, c'est-à-dire le communiqué du Conference Board, je ne vois pas pourquoi le député qualifie de pures balivernes la réponse parfaitement correcte donnée par le ministre. Puisque le député me demande d'être obligeant, je le prierais de bien vouloir tenir compte des faits.

Je lui rappellerai les réponses données à la question qui portait sur le taux d'inflation à court terme. Quarante-cinq p. 100 des personnes qui ont répondu au questionnaire ont déclaré qu'il fléchirait et seulement 8 p. 100 qu'il serait supérieur à ce qu'il est à l'heure actuelle; la majorité des personnes abondaient donc dans le sens de ce que le ministre a répondu. Le député devrait donc vérifier les faits avant de demander à d'autres d'être obligeants.

**M. Stevens:** Madame le Président, le premier ministre a du moins affirmé qu'il était prêt à parler de faits.

**M. Crosbie:** C'est bien la première fois.

## LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DE L'INFLATION

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, j'ai une question supplémentaire. Le premier ministre ne pourra que reconnaître que, malgré un resserrement du crédit depuis 1975, le taux d'inflation actuel est supérieur à ce qu'il était à cette époque. Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire quand cette politique de resserrement du crédit permettra finalement, comme il nous le promet d'année en année, de terrasser l'inflation?

**M. Crosbie:** Trudeau le fier-à-bras.

[Français]

**L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)):** Madame le Président, l'honorable député a souvent tendance à confondre effet et cause, et il oublie justement de relier les taux d'intérêt élevés à la cause, des taux d'inflation élevés. Il oublie également de placer dans un contexte plus large les diverses causes qui ont conduit à ces taux d'inflation élevés et, plutôt que d'essayer d'attirer l'attention sur un point que tout

le monde déplore, il devrait joindre ses efforts à ceux du gouvernement afin d'inviter tous les agents de l'économie à maintenir cette lutte à l'inflation et d'assurer ainsi le retour d'un climat favorable aux investissements.

● (1420)

[Traduction]

## LES LICENCIEMENTS DANS LE SECTEUR MINIER

**M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant, quel qu'il soit. L'effondrement de plus en plus grand du secteur industriel de l'économie canadienne ne met pas uniquement au chômage des centaines de milliers de travailleurs du secteur manufacturier, mais entraîne aussi des fermetures de mines, des pertes financières considérables et de nombreux licenciements dans le secteur minier. Par exemple, les fermetures de mines à Adams, Sherman et Griffiths dans la région du Timiskaming, au nord de l'Ontario, toucheront environ 1,400 ouvriers de la sidérurgie. Le minerai extrait de ces mines sert exclusivement aux aciéries Dofasco et Stelco à Hamilton, en Ontario. Je voudrais que le premier ministre me dise quelle mesure concrète le ministre de l'Industrie et du Commerce a recommandée au cabinet, lors de la réunion du lac Meach, en vue de remédier à cette crise alarmante. Quelles initiatives précises a-t-on proposées pour rétablir un climat de confiance dans l'économie qui permettrait aux Canadiens de conserver leur emploi? Qu'est-ce que le premier ministre entend faire à ce sujet?

**Des voix:** Pas de réponse!

\* \* \*

## LE CONSEIL DES PORTS NATIONAUX

## LE CONTRAT DE RIDLEY ISLAND (C.-B.) ACCORDÉ À DES ENTREPRISES JAPONAISES

**M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud):** De toute évidence, le pays a besoin d'un premier ministre, car celui d'en face ne se soucie guère des Canadiens qui perdent leur emploi. Les statistiques que le Conference Board a publiées dernièrement confirment que de nombreuses sociétés n'investiront plus au Canada, ce qui provoquera des réductions sensibles de la production et du nombre d'emplois. Cela est confirmé par l'exode du Canada de plus de 20 milliards de dollars en capitaux d'investissements dans les douze derniers mois, comparativement à 4 milliards de dollars seulement l'année dernière. Parallèlement, nous apprenons que les terminaux de Ridley Island...

**Mme le Président:** A l'ordre. Le député sait qu'il n'a pas à faire de longue entrée en matière, et il prend trop de temps. Qu'il en vienne à sa question.

**M. Siddon:** Comme le ministre de l'Industrie et du Commerce est ici, j'espère qu'il nous dira pourquoi la société Ridley Island Terminals a accordé un autre contrat de 7 millions de dollars à un consortium japonais, alors que trop de capitaux d'investissement sortent déjà du Canada. Où se trouve le plan d'expansion industrielle du ministre dont nous avons tant entendu parler? Pourquoi continuons-nous à exporter des capitaux et des emplois canadiens à l'étranger?